

20231218 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/loi-immigration-des-magistrats-en-greve-a-lyon-contre-des-audiences-delocalisees>

[Actualité](#)



Tribunal administratif de Lyon. @WilliamPham

Loi immigration : des magistrats en grève à Lyon contre des audiences délocalisées

par [Nathan Chaize](#)

Des magistrats administratifs sont en grève ce lundi à Lyon pour protester contre certaines mesures du projet de loi immigration.

Alors qu'une commission mixte paritaire doit se réunir à 17 h ce lundi pour plancher sur [le projet de loi immigration](#), des magistrats du tribunal administratif de Lyon et de toute la France sont en grève.

A Lyon, qui dispose de deux Centre de rétention administrative (CRA), les magistrats sont *"particulièrement concernés par la mesure qui prévoit, pour les étrangers sous le coup d'une OQTF et placés au CRA, la tenue d'audiences délocalisées ou, à défaut, de visio-audiences"*, expliquent les déléguées syndicales du tribunal administratif de Lyon.

Lire aussi : [Une manifestation organisée à Lyon contre la loi immigration](#)

"C'est la confiance en la justice qui est mise à mal lorsque la figure du juge apparaît au loin"

Selon le syndicat de la juridiction administrative et l'union syndicale des magistrats administratifs, *"c'est la confiance en la justice qui est mise à mal lorsque la figure du juge apparaît au loin, derrière un écran [...] C'est la publicité de l'audience qui est piétinée lorsqu'aucun dispositif d'accueil du public n'est prévu dans les centres de rétention, bien souvent éloignés des réseaux de transports en commun"*.

Lire aussi : [Reportage dans le centre de rétention administrative 2 de Lyon : "l'état d'esprit a changé"](#)

Les magistrats jugent par ailleurs que la confidentialité des échanges entre les avocats et leur clients sont mis en danger en raison d'entretiens assurés à distance alors que le client *"est isolé"*

et sous escorte à proximité de son lieu de rétention". A Lyon, les magistrats opposés à ces dispositions se réuniront à 14 h devant le palais des juridictions administratives.

Lire aussi : [Les étrangers sans-papiers retenus dans un centre "anxiogène, pire que la prison"](#)